

«On a longtemps nié qu'il puisse y avoir des pauvres en Suisse»

La pauvreté fait actuellement l'objet d'un grand colloque à Lausanne. Rencontre avec un spécialiste français de la question

Le sociologue français Serge Paugam était hier à l'Institut lausannois des hautes études en administration publique (IDHEAP) pour se pencher sur la question de la pauvreté. Directeur de recherches au CNRS, responsable à Paris de l'Equipe de recherches sur les inégalités sociales et auteur de nombreux ouvrages sur la précarité et la solidarité, il donnait une conférence dans le cadre du colloque «Pauvreté: trajectoires individuelles, logiques sociales», organisé par le Département cantonal de la santé et de l'action sociale. Interview.

Serge Paugam, la pauvreté n'est-elle pas une notion toute relative, selon l'endroit où l'on vit?

Tout à fait. Des études en Europe ont établi un niveau de pauvreté



Serge Paugam, sociologue:
«On considère que la Suisse a environ 17% de pauvres»

selon des critères monétaires. A moins de 60% du revenu moyen, on est placé en situation de paupérisation. Ce fondement a le défaut d'être arbitraire. Pourquoi ce seuil? Et pourquoi pas 50% ou 55%? Le plus important, à mon sens, est de s'intéresser à la manière dont chaque société en Europe traite la question des pauvres. Quel est leur statut social par rapport au reste de la population? Qui a créé le sentiment de pauvreté? Quelles réponses peut-on y apporter?

Quelle est votre appréciation de la pauvreté en Europe?

Je l'ai classée en trois catégories. D'abord, la pauvreté intégrée. On la trouve dans les régions les moins développées du sud de l'Europe. Dans le Mezzogiorno italien par exemple. La solidarité, princi-

palement familiale, y est très forte. On résiste fermement à la pauvreté, notamment par la mise en place d'économies souterraines et parallèles, principalement le travail au noir. Dans le nord de l'Europe, je parle de pauvreté marginale. Le nombre de pauvres représente une petite partie de la population au sein d'une société prospère. Le système de protection sociale offre une couverture quasi universelle; notamment pour les chômeurs de longue durée. Enfin, je parle de pauvreté disqualifiante, qui s'étend dans les pays riches. La succession de crises et leur impact sur le chômage ou la précarité de l'emploi - salaires bas, contrats de courte durée, restrictions budgétaires - pénalisent durement leur population.

Où placez-vous la Suisse, qui peut encore apparaître comme un Etat privilégié?

La Suisse a un statut particulier, de par son rapport à la notion de pauvreté elle-même. On a très longtemps nié l'idée qu'il puisse y avoir des pauvres en Suisse. On affirmait même que sa population

était épargnée par la paupérisation. Ce concept était tenace dans la population. La Suisse, de par son modèle économique, se considérait même comme un rempart contre la pauvreté. Par ailleurs, au pays de Calvin, l'état de nécessité n'était pas un modèle de vertu, mais plutôt assimilé à la paresse. Les indigents devaient se prendre en charge eux-mêmes. Les pauvres ont été, selon moi, écrasés par le poids culturel et religieux.

Quand l'acceptation de la pauvreté est-elle apparue en Suisse?

La Suisse a fait sa révolution culturelle (*rites*) à la fin des années 90. Les crises, encore une fois, et leurs conséquences - chômage, précarisation de l'emploi, instabilité - ont accru la paupérisation. La Suisse a admis qu'une partie de sa population était en situation de pauvreté. Mieux, que c'était une injustice sociale.

Dans l'échelle des pays européens, où se situe-t-elle?

On considère que la Suisse a environ 17% de pauvres. C'est à peu

près le niveau de la France ou de l'Allemagne.

Depuis la prise de conscience de la pauvreté en Suisse, les pouvoirs publics ont-ils enclenché les bonnes mesures pour tenter de l'éradiquer?

Je me suis surtout basé sur des chiffres genevois. Il apparaît que la prise en charge des personnes précaires y est plus importante qu'en France. Les travailleurs sociaux sont mieux formés. Ils sont également plus innovants dans l'action sociale et ont individuellement moins de cas à traiter qu'en France. C'est un grand atout pour la Suisse.

Enfin, l'extension de la pauvreté provoque-t-elle un sentiment de repli de la part des classes qui ne sont pas touchées?

Non, au contraire. On constate en Europe, depuis la crise de 2008, une remontée de la compassion, un abandon de la culpabilisation et une plus grande aspiration à la justice sociale. **C.BO.**